



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CÔTES-D'ARMOR

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°22-2021-012

PUBLIÉ LE 20 JANVIER 2021

Sommaire

Direction départementale des territoires et de la mer des Côtes d'Armor / Délégation mer et littoral

22-2021-01-19-002 - Arrêté préfectoral portant mesures de restriction de la pêche et de la mise sur le marché en vue de la consommation humaine des coquillages non fouisseurs du groupe 3 en provenance de la zone Le Trieux - zone Amont (n°22.05.13) (6 pages)

Page 3

Direction départementale des territoires et de la mer des Côtes d'Armor / Service Risque Sécurité Bâtiment

22-2021-01-20-001 - Arrêté préfectoral en date du 20 janvier 2021 relatif à la désignation des intervenants départementaux de sécurité routière (2 pages)

Page 10

Direction départementale des territoires et de la mer des
Côtes d'Armor

22-2021-01-19-002

Arrêté préfectoral portant mesures de restriction de la
pêche et de la mise sur le marché en vue de la
consommation humaine des coquillages non fouisseurs du
groupe 3 en provenance de la zone Le Trieux - zone
Amont (n°22.05.13)



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

**Arrêté portant mesures de restriction pour la pêche
et la mise sur le marché en vue de la consommation humaine
des coquillages non fouisseurs du groupe 3
en provenance de la zone Le Trieux - Zone Amont (zone n° 22.05.13)**

**Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant les procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 ;

Vu le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu le règlement (CE) n° 2073/2005 de la Commission du 15 novembre 2005, concernant les critères microbiologiques applicables aux denrées alimentaires ;

Vu le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

Vu le règlement (UE) n° 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son article L.232-1 ainsi que la partie réglementaire du livre IX ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.1311-1, L.1311-2 et L.1311-4 ;

Vu le décret n° 84-428 du 5 juin 1984 modifié relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour exploitation de la mer (Ifremer) ;

Place du général de Gaulle
BP 2370 - 22023 SAINT-BRIEUC
www.cotes-darmor.gouv.fr
 Prefet22 Prefet22

Vu le décret 90-618 du 11 juillet 1990 modifié relatif à l'exercice de la pêche maritime de loisir ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret du 18 décembre 2019 nommant M. Thierry MOSIMANN, préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 février 2020 du préfet des Côtes-d'Armor portant classement de salubrité des zones de production des coquillages vivants et des zones de reparcage dans le département des Côtes-d'Armor ;

Vu l'avis de la direction départementale de la protection des populations des Côtes-d'Armor en date du 19 janvier 2021 ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé de Bretagne en date du 19 janvier 2021 ;

Considérant que suite à l'alerte de niveau 1 déclenchée le 15 janvier 2021, les résultats des analyses effectuées par LABOCEA sur des huîtres creuses prélevées le 15 janvier 2021 montrent une contamination bactérienne dépassant la valeur seuil de 700 *E. coli* / 100 g C.L.I pour la zone de production Le Trieux - Zone Amont (n° 22,05,13) classée A ;

Considérant le risque pour la santé humaine en cas d'ingestion de coquillages susceptibles d'être contaminés ;

Sur proposition du directeur départemental adjoint des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor, délégué à la mer et au littoral ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : À compter de la date de signature du présent arrêté, les coquillages non fouisseurs du groupe 3 en provenance de la zone de production Le Trieux - Zone Amont (n° 22.05.13) ne peuvent être mis sur le marché en vue de la consommation humaine que s'ils ont été préalablement purifiés dans un établissement agréé à cet effet.

La pêche à pied de loisir dans cette zone est également provisoirement interdite.

Article 2 : Les coquillages mentionnés à l'article 1 du présent arrêté récoltés dans la zone « Le Trieux - Zone Amont » (zone n° 22.05.13) depuis le 15 janvier 2021 sont considérés comme impropres pour une mise sur le marché en vue de la consommation humaine directe.

Tout professionnel qui a, depuis cette date, commercialisé ces espèces de coquillages sans avoir procédé à leur purification dans un établissement agréé à cet effet, doit engager immédiatement sous sa responsabilité leur retrait du marché en application de l'article 19 du règlement (CE) n° 178/2002 et en informer la direction départementale de la protection des populations (DDPP) des Côtes-d'Armor. Ces produits doivent être détruits selon les modalités fixées par le règlement

(CE) n° 1069/2009 du 21 octobre 2009 (sous produits de catégorie 2).

Avec l'accord de la direction départementale des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor et si l'opération est techniquement possible, la ré-immersion des coquillages encore détenus dans les établissements est envisageable :

- soit dans leur zone de provenance ;
- soit dans une zone de reparcage.

En cas d'impossibilité les lots doivent être détruits (sous produits de catégorie 2).

Article 3 : L'eau de mer pompée dans la zone est considérée comme contaminée (au-delà de la qualité correspondant au classement initial de la zone) depuis le 15 janvier 2021.

Les professionnels concernés doivent adapter et vérifier que les moyens qu'ils utilisent sont bien de nature à garantir l'utilisation d'une eau de mer propre en fonction de leur lieu de pompage. Ils peuvent également garantir un approvisionnement en eau de mer non contaminée.

Article 4 : Le présent arrêté sera levé au vu de deux résultats successifs démontrant un retour à la normale des zones touchées pour les coquillages considérés.

Article 5 : Le porter à connaissance de cet acte sera réalisé auprès du Comité régional de la conchyliculture de Bretagne Nord, du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Bretagne, du Comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins des Côtes-d'Armor, des communes de PAIMPOL, PLOURIVO, PLEUDANIEL et LEZARDRIEUX et auprès du public par affichage sur les lieux de pêche à pied et dans les communes concernées.

L'information des professionnels est assurée par le Comité régional de la conchyliculture et par le Comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins des Côtes-d'Armor.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois devant le Tribunal administratif de RENNES ou par le biais du téléservice www.telerecours.fr.

Article 7 : La Secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur départemental de la protection des populations, le délégué départemental de l'Agence régionale de santé, le commandant du groupement départemental de Gendarmerie nationale des Côtes-d'Armor et les maires des communes de PAIMPOL, PLOURIVO, PLEUDANIEL et LEZARDRIEUX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes-d'Armor.

Saint-Brieuc, le 19 JAN 2021
Le Préfet,

T. H. L. S. I. V. A. N. N.

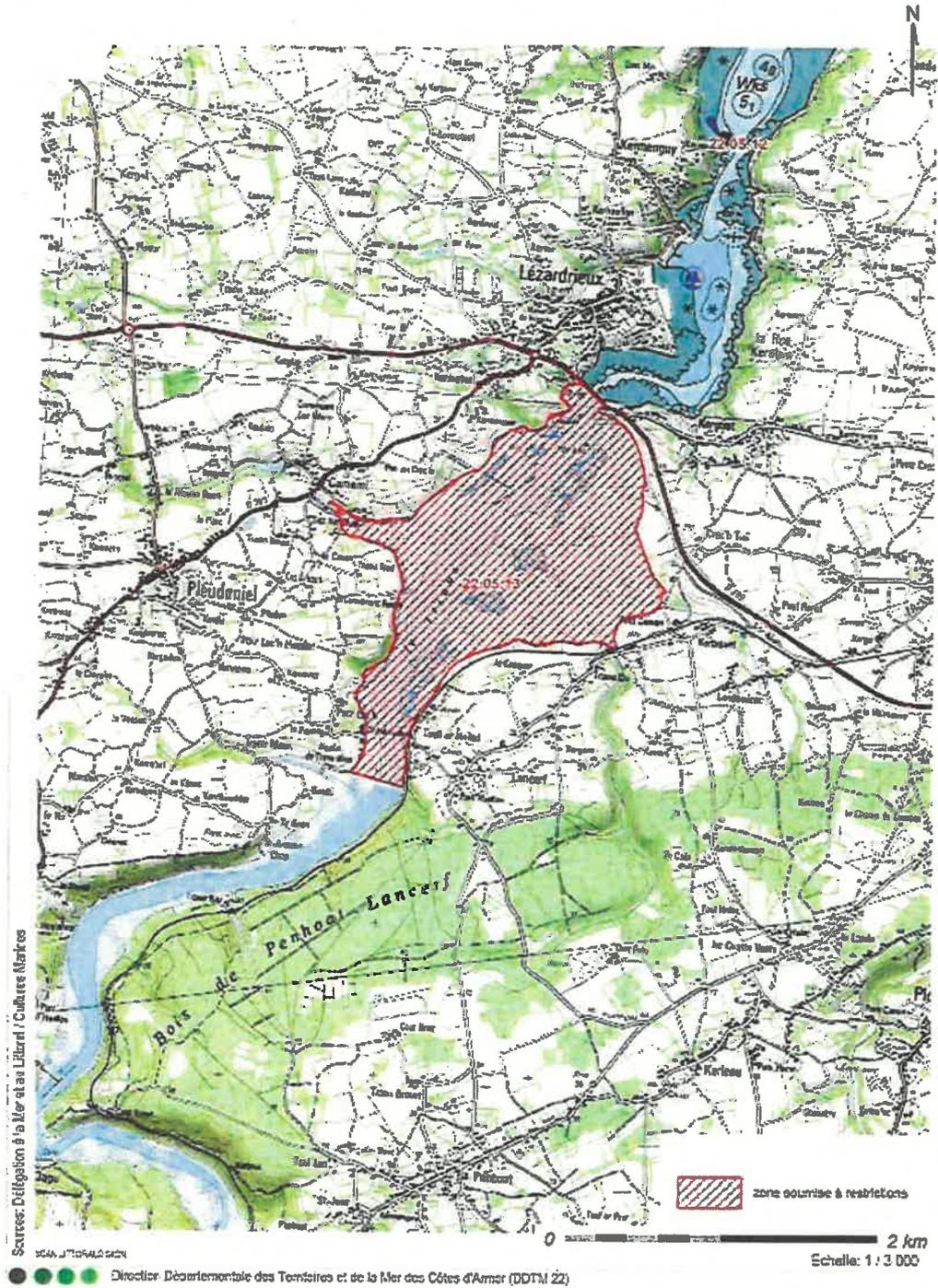


**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Annexe à l'arrêté préfectoral du 19 JAN. 2021

**Zone de production conchylicole n° 22.05.13
Le Trieux- zone Amont**



Direction départementale des territoires et de la mer des
Côtes d'Armor

22-2021-01-20-001

Arrêté préfectoral en date du 20 janvier 2021 relatif à la
désignation des intervenants départementaux de sécurité
routière



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Arrêté

relatif à la désignation des intervenants départementaux de sécurité routière

Le Préfet des Côtes-d'Armor

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets ;

Vu le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 nommant Mme Hélène CROZE, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu le décret du 18 décembre 2019 nommant M. Thierry MOSIMANN, préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu la décision du comité interministériel à la sécurité routière du 7 juillet 2004 de lancer et déployer dans chaque département un nouveau programme de mobilisation pour la sécurité routière ;

Vu la lettre du délégué interministériel à la sécurité routière aux préfets du 23 août 2004, portant sur le lancement du nouveau dispositif pour la politique locale de sécurité routière, et notamment du programme « agir pour la sécurité routière » fondé sur la mise en œuvre d'opérations structurées de prévention ;

Vu le document général d'orientations (DGO) 2018-2022 définissant les enjeux locaux ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Les personnes citées ci-après sont renouvelées comme Intervenants Départementaux de Sécurité Routière (IDSR) sous l'autorité du préfet des Côtes-d'Armor, pour une durée d'un an à compter du 1^{er} février 2021 :

M. Camille BERNARD	retraité – LANNION
M. Jean-Yves BLÉJAN	retraité – PLUDUAL
Mme Carole CAMAIN	sans emploi – PLÉRIN
M. Joël DAUVILLIERS	retraité – PLOUHA
M. Dominique DANIEL	responsable logistique bois et matériaux – PLOUFRAGAN
M. Gilles DARCEL	agent de la DDTM 22 – PLÉDRAN
M. Jean-Marc ÉDON	retraité – TADEN
M. Jean-François ERHMANN	agent commercial indépendant – PLOUHA

Place du général de Gaulle
BP 2370 – 22023 SAINT-BRIEUC
www.cotes-darmor.gouv.fr

Prefet22 Prefet22

M. Lucien GLO	retraité – SAINT-QUAY-PORTRIEUX
Mme Isabelle GUÉNO	agent de la DDTM 22 – PLÉLO
M. Jean-Paul GUILLARD	agent de la DDTM 22 – POMMERET
M. Jean-Pierre HAMON	retraité – LAMBALLE
M. Romuald LE BILLON	agent du Conseil départemental – BÉGARD
M. Jean-Yves LE DU	retraité – SAINT-JEAN-KERDANIEL
Mme Marie-Rose LE GUERN	retraîtée – BINIC
M. Michel LE GUERN	retraité – BINIC
Mme Emeline LEHAIN	agent de la DDTM 22 – PLÉRIN
M. Philippe LESAICHERRE	retraité - GRACES
Mme Béatrice MAGDELAINE	retraîtée - LANGUEUX
M. Pierrick MERCIER	sans emploi – QUESSOY
M. François PAOLILLO	maître d'œuvre en bâtiment – ERQUY
Mme Morgane QUEMERCH	agent de la DDTM 22 – PLÉRIN
M. Patrick RONXIN	responsable maintenance - PLAINTEL
Mme Adeline ROSSI	agent de la DDTM 22 – SAINT-BRIEUC
M. Régis SALAUN	agent de la DDTM 22 – TRÉGOMEUR

Article 2 : est nouvellement nommé Intervenant Départemental de Sécurité Routière (IDSR) sous l'autorité du préfet des Côtes-d'Armor, pour une durée de un an à compter du 1^{er} février 2021, M. Eric PECLET, enseignant de la conduite résidant à TONQUEDEC.

Article 3 : Les IDSR désignés aux articles 1 et 2, qui ne sont pas agents des services de l'État, sont des collaborateurs occasionnels du service public et bénéficient à ce titre de la protection fonctionnelle dans les mêmes conditions que les agents publics. A titre individuel, chaque IDSR doit obligatoirement être assuré pour son véhicule personnel et sa responsabilité civile.

Article 4 : la qualité d'IDSR n'est ni une fonction ni un titre et nul ne peut s'en prévaloir en-dehors des actions organisées sous l'autorité du préfet.

Article 5 : La présente nomination pourra prendre fin avant l'expiration de sa durée de validité soit sur demande d'un IDSR soit en cas de manquement aux devoirs de réserve, de probité et de respect de la déontologie dévolus aux représentants et collaborateurs des services de l'État.

Article 6 : En cas de non-respect de son engagement à participer au programme de l'unité sécurité routière des Côtes-d'Armor, sur la base d'une activité minimale de deux actions par an, la qualité d'IDSR est retirée automatiquement aux personnes n'appartenant pas aux services de l'État, sauf justificatif médical. Pour les agents de l'État, la continuité du service public prime sur la mission d'IDSR.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès de la préfecture ainsi que d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérécourcs citoyens » accessible par le site www.telerecourcs.fr

Article 8 : La directrice de cabinet du préfet et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont ampliation sera notifiée aux intéressés.

Saint-Brieuc, le 20 janvier 2021

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



2/2

Béatrice OBARA